

Stop aux simulacres de débat! Pas de relance du nucléaire!

À Tours le 16 février se tiendra la onzième réunion publique organisée par la Commission nationale du débat public (CNDP) autour du programme de construction de 6 nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR – programme imposé par EDF, venant concrétiser la décision de relance du nucléaire prise en février dernier par Macron.

Aucun réacteur de type EPR n'est pourtant actuellement en fonctionnement : en quasi arrêt en Chine et en Finlande, toujours pas fini en France et loin de l'être au Royaume-Uni. Et quand un tiers du parc français est à l'arrêt pour des raisons de sécurité ou de maintenance, il semble illusoire et dangereux d'investir des dizaines de milliards d'euros pour relancer cette filière source de catastrophes. Mais où et quand nous a-t-on consultés, nous qui de fait vivons tous plus ou moins près d'un des 56 réacteurs que compte déjà le pays, sur la vraie question qui se pose avant toute décision sur le sujet : faut-il ou non relancer le nucléaire?

La technologie électronucléaire est peut-être une affaire d'experts, mais le choix de la développer et d'en subir les conséquences est notre affaire à tous. On nous l'a imposée par la force, il y a cinquante ans, ils prétendent nous imposer sa relance aujourd'hui, en désamorçant les oppositions par ce qu'ils appellent «le débat public».

Mais peut-on encore parler de débat lorsque les décisions sont quasi déjà prises et qu'il n'est question, au bout du processus, que de transmettre des avis aux décideurs? Les «experts» peuvent répondre aux questions techniques, sans

doute; mais les objections de fond, celles qui touchent aux conséquences sur la société – celle d’aujourd’hui et celle des générations futures – n’auront, elles, jamais d’autre réponse que le silence, et éventuellement la répression.

L’opposition au nucléaire ne doit pas se laisser bâillonner ni endormir.

Que nous soyons d’ancienne ou de jeune génération, membres de réseaux, d’organisations nationales ou de collectifs locaux, et quelles que soient nos moyens d’action respectifs,

Retrouvons-nous le 16 février 2023 – 17h à Tours

pour dire haut et fort, ensemble, notre opposition à la relance du nucléaire.

RDV à partir de 17h devant le lieu du débat : Salle polyvalente Paul Texier (centre des halles), place Gaston Paillhou.

NI PROLONGATION NI RELANCE :

ARRÊT DU NUCLÉAIRE CIVIL ET MILITAIRE

Appel d’une coalition de collectifs et d’associations, dont Abolition des armes nucléaires Maison de Vigilance, ACEVE, ADN79, ADN Drôme-Ardèche, Burestop55, CAN Ouest, Cacendr, Cedra, Collectif Contre l’Ordre Atomique – ADN 75, Collectif Alarme Nucléaire Orléanais, des militant.e.s de bure, Des militants de la Hague, Eodra, Greenpeace France, Meuse Nature Environnement, Nos Voisins Lointains 3.11, SDN38, SDN 41, SDN 49, SDN72, SDN Berry-Giennois-Puisaye, SDB Bugey, SDN Touraine, SNP, SN56, SUD Culture Solidaires, Yosomono-net France...

DE L'ARGENT
POUR LES RETRAITES
PAS POUR LE NUCLEAIRE



*Nos centrales ont mérité
une bonne retraite !*

16 FÉV. | TOURS | 17H
RASSEMBLEMENT

SALLE POLYVALENTE PAUL TEXIER (CENTRE DES HALLES), PLACE GASTON PAILLHOU

UNE COALITION DE COLLECTIFS ET D'ASSOCIATIONS DONT 